

1068

MÉMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Vendredi, 23 décembre 1904.

N^o 81.

Freitag, 23. Dezember 1904.

Loi du 23 décembre 1904, concernant la perception des impôts budgétaires pour 1905 et l'allocation d'un crédit provisoire pour les dépenses courantes de l'Etat.

Nous -ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 16 décembre et , et celle du Conseil d'Etat du 19 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Les impôts directs et indirects existant au 31 décembre 1904 seront recouverts pendant l'exercice 1905 d'après les lois et les tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

Art. 2. Il est ouvert au Gouvernement un crédit provisoire de 2,400,000 fr. pour couvrir les dépenses à effectuer pendant les mois de janvier et février 1905, conformément au projet de budget pour cet exercice.

Art. 3. Les dépenses pour pensions, suppléments et augmentations de pensions (art. 75 du projet de budget) seront liquidées préalablement pour tout l'exercice 1905 et sans limitation de crédit, conformément à la loi du 25 mai 1904 et à Notre arrêté du même jour.

Art. 4. L'exécution de la présente loi sera réglée par arrêté grand-ducal.

Gesetz vom 23. Dezember 1904, betreffend die Erhebung der Steuern fürs Jahr 1905 und die Bewilligung eines provisorischen Kredites zur Deckung der laufenden Ausgaben.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 16. Dezember et. und derjenigen des Staatsrathes vom 19. dess. Monats, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Art 1. Die am 31. Dezember 1904 bestehenden direkten und indirekten Steuern werden während des Jahres 1905 gemäß den Gesetzen und Tarifen erhoben, welche deren Veranlagung und Erhebung festsetzen.

Art. 2. Der Regierung ist ein provisorischer Kredit von 2,400,000 Fr. zur Deckung der während der Monate Januar und Februar 1905 nach Maßgabe des Budget-Entwurfes für besagtes Dienstjahr zu bewirkenden Ausgaben eröffnet.

Art. 3. Die Ausgaben für Pensionen, Pensionszuschüsse und Pensions-Erhöhungen (Art. 75 des Budget-Entwurfes) werden zum Voraus für das ganze Jahr und ohne Kreditbeschränkung liquidirt, gemäß dem Gesetze vom 25. Mai 1904 und Unserem Beschlusse vom nämlichen Tage.

Art. 4. Die Ausführung gegenwärtigen Gesetzes wird durch Großh. Beschluß geregelt.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Hohenbourg, le 23 décembre 1904.

Pour le Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant,
GUILLAUME,
Grand-Duc Héréditaire.

Les membres du Gouvernement :
EYSCHEN, KIRPACH, MONGENAST, RISCHARD.

Arrêté grand-ducal du 23 décembre 1904, concernant l'exécution de la loi qui précède.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 2 de la loi de ce jour, qui ouvre au Gouvernement un crédit provisoire de fr. 2,400,000 pour les dépenses courantes à effectuer pendant les mois de janvier et février 1905, conformément au projet de budget pour cet exercice ;

Sur le rapport de Notre Conseil de Gouvernement ;

Avons arrêté et arrêtons :

Article unique. Les dispositions de l'arrêté r. g.-d. du 21 décembre 1875, qui règle l'exécution de la loi du même jour concernant l'allocation d'un crédit provisoire pour les dépenses du mois de janvier 1876, sont rendues applicables à l'art. 2 de la loi susvisée de ce jour.

Sauf ce qui est statué à l'art. 3 de cette dernière loi, l'autorisation de disposer des crédits portés au projet de budget pour 1905 cessera lorsque les ordonnancements et régularisations de dépenses auront atteint le chiffre de fr. 2,400,000.

Château de Hohenbourg, le 23 décembre 1904.

Pour le Grand-Duc :
Son Lieutenant-Représentant,
GUILLAUME,
Grand-Duc Héréditaire.

Les membres du Gouvernement,
EYSCHEN, KIRPACH, MONGENAST, RISCHARD.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz ins „*Mémorial*“ eingetragen werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Hohenburg, den 23. Dezember 1904.

Für den Großherzog:
Dessen Statthalter,
Wilhelm,
Erbgroßherzog.

Die Mitglieder der Regierung:
Eyschen, Kirpach, Mongenast, Rischard.

Großh. Beschluß vom 23. Dezember 1904, betreffend die Ausführung des vorstehenden Gesetzes.

Wir Adolph, von Gottes Gnaden Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 2 des Gesetzes vom heutigen Tage, welches einen provisorischen Kredit von 2,400,000 Fr. zur Deckung der laufenden Ausgaben der Monate Januar und Februar 1905 nach Maßgabe des Budget-Entwurfes für besagtes Dienstjahr eröffnet ;

Auf den Bericht Unserer Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Einziger Artikel. Die Bestimmungen des Königl. Großh. Beschlusses vom 21. Dezember 1875, wodurch die Ausführung des Gesetzes vom nämlichen Tage, betreffend die Bewilligung eines provisorischen Kredits zur Deckung der Ausgaben des Monats Januar 1876 geregelt wird, sind auf Art. 2 obenbezogenen Gesetzes anwendbar.

Vorbehaltlich der Bestimmung des Art. 3 dieses letzteren Gesetzes wird die Befugnis über die im Budget-Entwurf für 1905 eingetragenen Kredite zu verfügen aufhören, sobald die Zahlungsbefehle und Regulierungen von Ausgaben den Gesamtbetrag von 2,400,000 Fr. erreicht haben werden.

Schloß Hohenburg, den 23. Dezember 1904.

Für den Großherzog :
Dessen Statthalter,
Wilhelm,
Erbgroßherzog.

Die Mitglieder der Regierung,
Eyschen, Kirpach, Mongenast, Rischard.

1087

Avis. — Hospice du Rham.

Le nombre de lits disponibles à l'hospice du Rham étant très restreint en ce moment, j'engage les administrations communales à ne pas envoyer des indigents à cet établissement avant de s'être renseignées auprès du directeur s'il y a de la place pour les recevoir.

Les administrations communales négligeant de prendre ces précautions s'exposeront à voir renvoyer leurs indigents, qui se présenteraient à l'hospice à un moment où il n'y aurait pas de place.

Luxembourg, le 21 décembre 1904.

Le Directeur général des travaux publics,
CH. RISCHARD.

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 26 janvier au 9 février 1905, dans la commune de Bastendorf, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour l'établissement de chemins d'exploitation à Brandenburg.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Bastendorf à partir du 26 janvier prochain.

M. *Toussaint*, membre de la Commission d'agriculture à Schieren, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 9 février prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, à l'école de Brandenburg.

Luxembourg, le 21 décembre 1904.

Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.

Caisse d'épargne.—A la date du 19 décembre 1904, le livret n° 41359 a été déclaré perdu. Le porteur du dit livret est invité à le présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir ses droits. Faute par le porteur de ce faire dans le dit délai, le livret en question sera déclaré annulé et remplacé par un nouveau.

Luxembourg, le 22 décembre 1904.

Bekanntmachung. — Rham-Hospiz.

Im Rham-Hospiz ist die Zahl der verfügbaren Betten augenblicklich sehr beschränkt und ich fordere daher die Gemeindebehörden hiermit auf künftighin keine Hilfsbedürftigen mehr in diese Anstalt zu schicken, ohne sich vorher bei dem Director erkundigt zu haben ob Platz zu ihrer Aufnahme frei sei.

Die sich im Rham-Hospiz einstellenden Hilfsbedürftigen aus Gemeinden, die diese Vorsichtsmaßregel außer acht lassen, laufen Gefahr, daß sie wegen Platzmangel abgewiesen werden müssen.

Burgemburg, den 21. Dezember 1904.

Der General-Director der öffentlichen Arbeiten,
R. R i s c h a r d.

Bekanntmachung. — Schuldatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 26. Januar auf den 9. Februar 1905, in der Gemeinde Bastendorf eine Untersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage von Feldwegen zu Brandenburg.

Der Situationsplan, der Kostenanschlag, ein alphabetisches Verzeichnis der beteiligten Eigenthümer, sowie das Projekt des Genossenschafts-actes sind auf dem Gemeindefretariate von Bastendorf vom 26. Januar k. ab, hinterlegt.

Hr. *Toussaint*, Mitglied der Ackerbaucommission zu Schieren, ist zum Untersuchungscommissar ernannt. Die nöthigen Erklärungen wird er den Interessenten am 9. Februar k., von 9—11 Uhr Morgens, an Ort und Stelle geben, und am selben Tage, von 2—4 Uhr Nachmittags, etwaige Einsprüche im Schulsaale zu Brandenburg entgegennehmen.

Burgemburg, den 21. Dezember 1904.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
E y s c h e n.

Arrêté du 19 décembre 1904, portant création d'une caisse publique de crédit agricole et professionnel à Consdorf.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu la demande du conseil communal de Consdorf, tendant à la création d'une caisse publique de crédit agricole et professionnel ;

Vu la loi organique du 27 mars 1900 et l'arrêté ministériel du 20 juin 1902 ;

Attendu que la création d'une caisse de crédit à Consdorf peut être considérée comme étant dans l'intérêt des habitants de cette commune ;

Arrête :

Art. 1^{er}. L'établissement d'une caisse publique de crédit agricole et professionnel à Consdorf est autorisé.

Le ressort de cette caisse comprendra tout le territoire de la commune de Consdorf.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 19 décembre 1904.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Arrêté du 19 décembre 1904, portant approbation des statuts de la caisse publique de crédit agricole et professionnel établie à Berg.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu l'art. 7 de la loi du 27 mars 1900, concernant la création de caisses publiques de crédit agricole et professionnel, et l'art. 1^{er} de l'arrêté ministériel du 20 juin 1902, concernant le même objet ;

Vu son arrêté du 6 décembre courant, portant création d'une caisse publique de crédit agricole et professionnel à Berg ;

Vu les statuts de la dite caisse, délibérés en séance du conseil communal de Berg du 16 décembre courant ;

Beschluß vom 19. Dezember 1904, betreffend die Errichtung einer öffentlichen Kasse für landwirtschaftlichen und gewerblichen Kredit zu Consdorf.

Der General-Director der Finanzen ;

Nach Einsicht des Gesuches des Gemeinderathes von Consdorf, bezweckend die Errichtung einer öffentlichen Kasse für landwirtschaftlichen und gewerblichen Kredit ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 27. März 1900 und des Ministerialbeschlusses vom 20. Juni 1902 ;

In Erwägung, daß die Errichtung einer Kreditkasse zu Consdorf als im Interesse der Einwohner dieser Gemeinde betrachtet werden kann ;

Beschließt :

Art. 1. Die Errichtung einer öffentlichen Kasse für landwirtschaftlichen und gewerblichen Kredit zu Consdorf ist genehmigt.

Der Bezirk dieser Kasse umfaßt das ganze Gebiet der Gemeinde Consdorf.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß soll in's „Memorial“ eingerückt werden.

Luxemburg, den 19. Dezember 1904

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Beschluß vom 19. Dezember 1904, die Genehmigung des Statuts der zu Berg errichteten öffentlichen Kasse für landwirtschaftlichen und gewerblichen Kredit betreffend.

Der General-Director der Finanzen ;

Nach Einsicht des Art. 7 des Gesetzes vom 27. März 1900, betreffend die Errichtung von öffentlichen Kassen für landwirtschaftlichen und gewerblichen Kredit, sowie des Art. 1 des Beschlusses vom 20. Juni 1902, über denselben Gegenstand ;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 6. Dezember lezhin, die Errichtung einer öffentlichen Kasse für landwirtschaftlichen und gewerblichen Kredit zu Berg betreffend ;

Nach Einsicht des vom Gemeinderath von Berg in seiner Berathung vom 16. Dezember cl. aufgestellten Statuts genannter Kasse ;

Vu le rapport de M. le directeur de la Caisse d'épargne, du 19 décembre courant ;

Attendu que les statuts de la dite caisse sont en concordance avec les loi et règlement sur la matière ;

. Arrête :

Article unique. Les statuts de la caisse publique de crédit agricole et professionnel établie à Berg sont approuvés et seront publiés avec le présent arrêté par la voie du *Mémorial*.

Luxembourg, le 19 décembre 1904.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Nach Einsicht des Berichtes des Directors der Sparkasse vom 19. d. Mts. ;

In Anbetracht, daß das Statut genannter Kasse mit den einschlägigen Gesetzen und Reglementen übereinstimmt ;

Beschließt :

Einziger Artikel. Das Statut der zu Berg errichteten Kasse für landwirthschaftlichen und gewerblichen Kredit wird hiermit genehmigt und soll nebst gegenwärtigem Beschlusse im „Mémorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 19. Dezember 1904

Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Statut der öffentlichen Kasse für landwirthschaftlichen und gewerblichen Kredit zu Berg.

KAP. I. — *Name, Gegenstand und Bezirk der Kasse.*

Art. 1. — Die Kasse führt den Namen « *Oeffentliche Kasse für landwirthschaftlichen und gewerblichen Kredit zu Berg* » ; dieselbe fällt unter die Bestimmungen des Gesetzes vom 27. März 1900, des Ministerial-Erlasses vom 20. Juni 1902, sowie des gegenwärtigen Statutes

Art. 2. — Die Aufsicht über die Kredit-Kasse wird durch die Verwaltung der Sparkasse ausgeübt. Letztere hat darauf zu halten, dass die gesetzlichen und statutarischen Vorschriften beobachtet werden, und ertheilt die hierzu benötigten Anweisungen.

Art. 3. — Die Kredit-Kasse gewährt gegen Bürgschaft verzinsliche Darlehn an Landwirthe, Handwerker und kleine Gewerbetreibende.

Art. 4. — Der Geschäftskreis der Kredit-Kasse umfasst die Gemeinde Berg.

KAP. II. — *Der Verwaltungsrath.*

Art. 5. — Der Verwaltungsrath der Kredit-Kasse besteht aus dem Präsidenten, 4 wirklichen und 2 Ergänzungsmitgliedern.

Der Präsident wird durch die Verwaltung der Sparkasse ernannt. Die Mitglieder werden vom Gemeinderath gewählt

Art. 6. — Der Präsident und die Verwaltungsmitglieder müssen :

1° Luxemburger sein ; 2° im Kassenbezirk wohnen ; 3° am Tage der Wahl wenigstens volle 21 Jahre alt sein ; und 4° in vollem Genuße der Civilrechte sein.

Von den in Rede stehenden Funktionen sind ausgeschlossen : 1° die Wirthe ; 2° diejenigen, welche in Folge Verurtheilung des Rechtes der Wählbarkeit verlustig gegangen sind ; 3° diejenigen, welche durch Art. 43 des Gesetzes vom 3. März 1884, betreffend die Kammer- und die Gemeinde-Wahlen, von dem Wahlrechte ausgeschlossen sind.

Das Mitglied, welches der einen oder der anderen der in alinéa 1 gegenwärtigen Artikels erwähnten Bedingungen verlustig geht, oder auf welches einer der in alinéa 2 aufgeführten Fälle zutrifft, hört von Rechts wegen auf, Mitglied des Verwaltungsrathes zu sein.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels sind ebenfalls auf den Schriftführer sowie auf den Rechnungsführer anwendbar.

Art. 7. — Der Präsident des Verwaltungsrathes wird auf die Dauer von 2 Jahren ernannt.

Die Wahl der Mitglieder erfolgt für einen Zeitraum von 4 Jahren; dieselben werden alle 2 Jahre je zur Hälfte erneuert. Die ausscheidenden Mitglieder und Ergänzungsmitglieder der ersten, beziehungsweise der zweiten Serie, werden durch das Loos bestimmt. Die Ausscheidenden sind wieder wählbar.

Art. 8. — Die Verwaltung der Sparkasse bezeichnet eines der Verwaltungsrathsmitglieder behufs Ersetzung des Präsidenten im Verhinderungsfalle

Die wirklichen Mitglieder werden im Verhinderungsfalle durch das älteste Ergänzungsmitglied ersetzt.

Im Falle Ablebens oder Entlassung eines wirklichen oder Ergänzungsmitgliedes wird zu einer Ersatzwahl geschritten; der Neugewählte endigt die Amtszeit des ausgeschiedenen Mitgliedes.

Art. 9. — Der Verwaltungsrath tritt auf Berufung seines Präsidenten zusammen, so oft das Interesse der Kredit-Kasse dies erheischt; zwischen der Einberufung und dem Zusammentritt muss wenigstens ein voller Tag liegen

Der Präsident ist verpflichtet, den Verwaltungsrath einzuberufen, wenn dies von 3 Mitgliedern, unter Angabe der Verhandlungsgegenstände schriftlich beantragt wird.

Die Verwaltung der Sparkasse ist ebenfalls berechtigt, die Einberufung des Verwaltungsrathes zu verlangen, und, falls diesem Begehren nicht Folge geleistet wird, selbst, von Amtswegen, den Tag der Zusammenkunft zu bestimmen; in diesem Falle ist der Direktor der Sparkasse, beziehungsweise dessen Delegierter, befugt, die Verhandlungen zu leiten.

Art. 10. — Verwandte und Verschwägte bis zum 3. Grade einschliesslich dürfen nicht gleichzeitig Mitglied des Verwaltungsrathes sein

Art. 11. — Die Mitglieder des Verwaltungsrathes dürfen an keiner Verhandlung über eine Angelegenheit, in welcher sie selbst oder einer ihrer Verwandten oder Verschwägerten bis zum Grade von Geschwister-Enkel einschliesslich interessirt wären, theilnehmen.

Art. 12. — Der Präsident bestimmt die Tagesordnung und leitet die Verhandlungen des Rathes; letzterer bestimmt selbst das Verfahren bei den Verhandlungen; das Protokoll über die Verhandlungen wird von allen Mitgliedern, welche an den Beratungen theilgenommen haben, unterzeichnet.

Art. 13. — Zur gültigen Beschlussfassung ist die Anwesenheit von 4 Mitgliedern des Verwaltungsrathes erforderlich; jeder Beschluss muss wenigstens 3 Stimmen auf sich vereinigen. Die Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels behalten nur so lange ihre Gültigkeit, bis zu dem Tage an wo das neue projektierte Gesetz, durch welches die Zahl der wirklichen Mitglieder auf drei reduziert werden soll, in Kraft treten wird.

Art. 14. — Ein der Kredit Kasse zugetheilter Schriftführer ist mit der Abfassung der Sitzungsprotokolle sowie der Korrespondenz der Kredit-Kasse beauftragt. Der Verwaltungsrath kann diese Funktionen einem seiner Mitglieder oder dem Rechnungsführer der Kredit-Kasse übertragen.

Art. 15. — Der Schriftführer der Kredit-Kasse wohnt den Sitzungen des Verwaltungsrathes bei; er hat kein Stimmrecht, wenn er nicht gleichzeitig wirkliches Mitglied ist.

Art. 16. — Wenn der Verwaltungsrath sich weigert, die ihm durch die Gesetz- oder das Statut vorgeschriebenen Pflichten zu erfüllen, so sind die Funktionen seiner Mitglieder erloschen. In diesem Fall hat die Sparkasse selbst oder durch einen Delegierten die Befugnisse und Pflichten des Rathes auf Kosten der Kredit-Kasse auszuüben, und solort die behufs Ersetzung der Verwaltungsrath-Mitglieder nothwendigen Massregeln zu ergreifen.

Art. 17. — Dasjenige Verwaltungsrathsmitglied, welches sich weigert, dem Gesetze oder den Bestimmungen des Statuts Folge zu leisten, oder welches ohne rechtmässigen Grund drei aufeinander folgenden Sitzungen des Verwaltungsrathes beizuwohnen versäumt, kann von der Verwaltung der Sparkasse seines Amtes verlustig erklärt werden. Gegen diesen Entscheid kann Beschwerde bei der Regierung erhoben werden; diese Beschwerde ist jedoch nur innerhalb 14 Tagen, von der Zustellung des Entscheides an den Betheiligten ab, zulässig.

4071

Art. 18. — Die Regierung kann den Verwaltungsrath auflösen. Der diesbezügliche Beschluss wird dem Bürgermeister der Gemeinde zugestellt. Binnen 14 Tagen von dieser Zustellung ab wird zu einer Neuwahl geschritten.

Art. 19. — Die Mitglieder des Verwaltungsrathes verwalten ihr Amt als Ehrenamt; die denselben in Ausübung ihrer Funktionen erwachsenen baaren Auslagen sind ihnen nach vorheriger Genehmigung der Verwaltung der Sparkasse zu ersetzen.

KAP. III. — Obliegenheiten des Verwaltungsrathes.

Art. 20. — Der Verwaltungsrath ist mit der Gesamt-Verwaltung der Kredit-Kasse betraut, soweit nicht einzelne Angelegenheiten durch das Gesetz oder das Statut andern Organen vorbehalten sind.

Insbesondere hat er darauf zu achten, dass die Darlehn zu dem Zwecke, zu welchem sie gewährt sind, verwandt werden; er hat ferner die pünktliche Rückzahlung derselben zu überwachen.

Art. 21. — Der Verwaltungsrath vertritt die Kredit-Kasse in allen gerichtlichen und aussergerichtlichen Angelegenheiten. Diese Vertretung erstreckt sich auch auf diejenigen Geschäfte und Rechtsverhandlungen, für welche eine Spezial-Vollmacht erfordert ist.

Die Kredit-Kasse ist verpflichtet und haftet für alle Angelegenheiten, welche der Verwaltungsrath innerhalb der Grenzen seiner gesetzlichen und statutarischen Vollmachten in ihrem Namen abschliesst. Sie geniesst dagegen unter denselben Bedingungen alle daraus hervorgehenden Rechte. Zur Legitimation bei gerichtlichen oder aussergerichtlichen Rechtsgeschäften genügt die Bescheinigung der Sparkasse, dass die darin bezeichneten Personen den Verwaltungsrath bilden.

Art. 22. — Der Verwaltungsrath beschliesst endgültig über die Annahme der Darlehnsgesuche, die Darlehnsbedingungen und den Zinsfuss, zu welchem die Darlehn erfolgen.

Alle übrigen Beschlüsse des Verwaltungsrathes unterliegen der Genehmigung der Sparkasse; wird diese Genehmigung verweigert, so entscheidet der zuständige General-Direktor.

Art. 23. — Ohne Ermächtigung der Regierung darf die Kredit-Kasse, anderswo denn bei der Sparkasse, keine Anleihe machen.

Art. 24. — Der Präsident vollzieht die Beschlüsse des Verwaltungsrathes. Er hat darauf zu achten, dass die Buch- und Kassenführung regelrecht besorgt werden.

Er leitet den Geschäftsgang der Kredit-Kasse und unterzeichnet gleichzeitig mit dem Schriftführer, sämtliche die Kredit-Kasse betreffenden Schriftstücke und Urkunden, alles unbeschadet jedoch der dem Rechnungsführer zustehenden Befugnisse.

Er nimmt Kassenrevisionen vor, so oft er dies für nöthig erachtet, jedoch wenigstens einmal im Monat. Diese Revisionen werden durch ein Visa in den Büchern bekundet.

Art. 25. — In Dringlichkeitsfällen trifft der Präsident jede im Interesse der Kredit-Kasse erforderliche Anordnung, mit der Verpflichtung jedoch, den Verwaltungsrath ohne Verzug davon zu verständigen.

Art. 26. — Die Kredit-Kasse darf, ohne hierzu von der Verwaltung der Sparkasse ermächtigt zu sein, weder als Klägerin noch als Beklagte vor Gericht auftreten.

KAP. IV. — Allgemeine Darlehnsbedingungen.

Art. 27. — Die Darlehn werden im Betrage bis zu 1000 Franken auf eine Dauer von 3 Jahren gewährt. Ausnahmsweise und mit Zustimmung der Verwaltung der Sparkasse können Darlehn auch bis zum Betrage von 2000 Franken und auf eine Dauer von 5 Jahren gewährt werden. Werden Darlehn auf mehrere Jahre bewilligt, so sind dieselben, wo möglich, in jährlich gleichen Raten zurückzuzahlen.

Art. 28. — Das Darlehn darf nicht weniger als 25 Franken betragen.

Art. 29. — Die Kredit-Kasse gewährt Darlehn nur gegen Stellung eines oder zweier Bürgen. Die Bürgen haften mit dem Anleiher solidarisch für die Rückzahlung des Darlehns, die Zahlung der Zinsen und etwaiger Kosten.

Darlehnsnehmer und Bürgen müssen bezüglich ihrer persönlichen und wirthschaftlichen Verhältnisse, ihrer Zuverlässigkeit und Ehrenhaftigkeit Gewähr für die Erfüllung der übernommenen Verbindlichkeiten bieten.

Die Mitglieder des Verwaltungsrathes werden als Bürgen nicht zugelassen.

Art. 30. — Hypothekar-Darlehn sind untersagt.

Die Kredit-Kasse ist jedoch befugt, in den Fällen, wo sie Gefahr läuft, eines Guthabens verlustig zu gehen, die nothwendigen Massregeln zu treffen, um sich eine gerichtliche oder eine vertragsmässige Hypothek zu verschaffen.

Art. 31. — Der Darlehnsnehmer muss in dem Bezirk der Kredit Kasse wohnen; dies gilt auch, in der Regel, für die Bürgen.

Art. 32. — Der Zinssuss darf 5 pCt. pro Jahr nicht übersteigen.

Art. 33. — Anträge auf Gewährung von Darlehn werden schriftlich oder mündlich bei dem Präsidenten oder dem Schriftführer der Kredit-Kasse gestellt, unter genauer Angabe des Betrages und des Zweckes des nachgesuchten Darlehns, der Namen, Stand und Wohnort des Bürgen, des Zeitpunktes und der Art der Rückzahlung.

Art. 34. — Weder als Darlehnsnehmer noch als Bürge werden zugelassen :

1. Diejenigen, welche in Vermögensverfalls-Zustand gerathen oder notorisch zahlungsunfähig sind ;
2. Diejenigen, welche gelegentlich eines frühern Darlehns entweder die Kredit-Kasse oder einen der Bürgen in Verlust gebracht haben ;
3. Diejenigen, welche ein früheres Darlehn auf falsche Angaben hin erhalten haben.

Art. 35. — Ueber das empfangene Darlehn haben Schuldner und Bürgen einen Schuldschein unter Privat-Unterschrift auszustellen.

Ist der Schuldner oder der Bürge des Schreibens unkundig, so wird auf Kosten des Darlehnsnehmers ein notarieller Akt über das Darlehn aufgenommen.

Art. 36. — Dem Schuldner ist es freigestellt, das Darlehn jederzeit, ganz oder theilweise, zurückzuzahlen ; Theilrückzahlungen müssen wenigstens 5 Franken betragen.

Eine Zahlung, die zur Deckung des Kapitals und der Zinsen nicht ausreicht, wird zuerst auf die Zinsen angerechnet.

Art. 37. — Ungeachtet der gewährten Rückzahlungsfristen, und unbeschadet der durch das Gesetz vorgesehenen Fälle, hat die Kredit-Kasse das Recht, die sofortige Rückzahlung des Darlehns, an Hauptsumme und Accessorien zu fordern :

- 1 wenn der Schuldner, ohne vorgängige Zustimmung des Verwaltungsrathes, das Darlehn zu einem andern als zu dem im Darlehnsvertrag bezeichneten Zweck verwendet ;
2. wenn er mit einer vertragsmässigen Zahlung über einen Monat im Rückstande bleibt ;
- 3 wenn eine Zwangsvollstreckung gegen ihn oder seinen Bürgen angeordnet ist ;
4. wenn er oder sein Bürge in Falliments- oder Vermögensverfalls Zustand geräth oder eine gerichtliche Abtretung seiner Güter bewilligt hat ;
5. wenn er oder der Bürge den Bezirk der Kredit-Kasse definitiv verlässt und auswärts seinen Wohnsitz nimmt.

Bei Eintreffen eines der obigen Fälle wird das Darlehn von Rechtswegen, und ohne dass es einer vorausgegangenen Inverzugsetzung bedarf, rückforderbar.

Art 38. — Die Verweigerung eines nachgesuchten Darlehns wird zur Kenntniss des Darlehnsuchers gebracht ; letzterer ist nicht befugt, die Mittheilung der Gründe des abschlägigen Bescheides zu verlangen.

Art. 39. — Die Zinsen des Darlehns sind halbjährlich zu entrichten.

Bei der Berechnung der Zinsen wird das Jahr zu 360 Tagen und die Monate zu 30 Tagen gerechnet.

Art. 40. — Sämmtliche Zahlungen haben zu erfolgen in Münzen, welche in den öffentlichen Kassen des

Staates Kurs haben, und sind zu leisten unter die Hände und gegen Quittung des Rechnungsführers, unbeschadet der Bestimmung des Art. 4 des ministeriellen Beschlusses vom 20. Juni 1902.

Art. 41. — Der Verwaltungsrath ist befugt, Zahlungsausstand bis zu 3 Monaten zu gewähren; längeren Ausstand darf er nur mit Zustimmung der Verwaltung der Sparkasse bewilligen.

KAP. V. — *Die Buchführung.*

Art. 42. — Die Bezeichnung der zur Buchführung erforderlichen Bücher, sowie das Visa derselben, erfolgt durch die Verwaltung der Sparkasse.

Art. 43. — Alle Einnahmen und Ausgaben werden von dem Rechnungsführer bewerkstelligt.

Art. 44. — Der Rechnungsführer wird vom Verwaltungsrath ernannt; diese Ernennung muss durch die Verwaltung der Sparkasse bestätigt werden.

Art. 45. — Der Rechnungsführer bezieht eine feste Entschädigung zu Lasten der Kredit-Kasse; die Gewährung von Tantiemen ist nicht zulässig; der Rechnungsführer kann nicht Mitglied des Verwaltungsrathes sein.

Art. 46. — Die Höhe und der Bestand der durch den Rechnungsführer zu stellenden Caution wird durch den General-Direktor der Finanzen auf den Vorschlag des Verwaltungsrathes der Kredit-Kasse und auf das Gutachten der Sparkasse hin, festgesetzt.

Art. 47. — Das Rechnungsjahr beginnt am 1. Januar und endigt am 31. Dezember; auf diesen letzteren Tag werden sämtliche Rechnungen an Hauptsumme und Zinsen abgeschlossen.

Art. 48. — Die Bilanz wird vom Verwaltungsrath aufgestellt. Die Forderungen werden, mit Werth am Tage des Rechnungsausschlusses, eingetragen; die zweifelhaften Forderungen sind nach ihrem wahrscheinlichen Werthe anzusetzen, wogegen die als uneinbringlich anzusehenden auf dem Gewinn- und Verlust-Conto abzuschreiben sind.

Die Verwaltung der Sparkasse prüft die Jahresrechnungen und die Bilanz und erteilt Entlastung, nachdem die Bilanz dem Gemeinderathe mitgetheilt worden.

KAP. VI. — *Reserve-Fonds.*

Art. 49. — Behufs Deckung der eventuellen Verluste wird von dem erzielten Gewinn eine Summe bis zu 25 pCt. der Verbindlichkeiten der Kredit-Kasse zur Bildung eines Reserve-Fonds erhoben.

Art. 50. — Der Reserve-Fonds wird entweder in einem Sparkassenbuch oder in Schuldverschreibungen des Staates oder inländischer Gemeinden angelegt.

Die Regierung kann nach eingeholtem Gutachten der Sparkasse auch jede andere Anlage gestatten.

Die Werthpapiere der Kredit-Kasse werden der Sparkasse zur Aufbewahrung übergeben.

Art. 51. — Der Gewinn, welcher den im vorstehenden Artikel 50 festgesetzten Betrag übersteigt, wird den beteiligten Gemeindefractionen in dem Verhältnisse der Quote, welche ihnen in den direkten Steuern obliegt, behufs Verwendung zu gemeinnützigen, gesetzlich nicht vorgesehenen Ausgaben überwiesen.

Sofern dieser Ueberschuss auf eine Verringerung der Verbindlichkeiten der Kredit-Kasse zurückzuführen ist, wird derselbe den Gemeinden erst 3 Jahre nach Abschluss der betreffenden Jahresrechnung zur Verfügung gestellt.

KAP. VII. — *Abänderungen des Statuts.*

Art. 52. — Anträge auf Abänderung des Statuts sind von dem Verwaltungsrath der Kredit-Kasse, von dem Gemeinderath und von der Verwaltung der Sparkasse zu begutachten und bedürfen der Genehmigung der Regierung.

KAP. VIII. — *Auflösung der Kredit-Kasse.*

Art. 53. — Auf den Vorschlag des Gemeinderathes kann die Regierung die Auflösung der Kredit-Kasse verfügen. Nach Anhörung des Verwaltungsrathes der Kredit-Kasse und nach eingeholtem Gutachten der Verwaltung der Sparkasse, kann die Regierung sogar von Amtswegen die Kredit-Kasse auflösen, sobald dieselbe nicht mehr in der Lage ist, ihren Verpflichtungen dauernd nachzukommen.

In diesem Falle wird die Liquidation durch den Verwaltungsrath bewerkstelligt. Sollte dieser letztere sich dieser Pflicht entziehen, so wird die Verwaltung der Sparkasse die im Interesse dieser Liquidation nothwendigen Massregeln ergreifen.

Art 54. — Das nach Abzug aller Schulden verbleibende Rein-Vermögen fällt der Gemeinde zu.

Art 55. — Falls die Kredit-Kasse ihre Thätigkeit einstellt, oder, falls eine der Sektionen des Kassenbezirks aus dem Verband der Kredit-Kasse ausscheiden will, wird, ähnlich wie bei der Auflösung, zur Liquidation geschritten.

KAP. IX. — Allgemeine Bestimmungen.

Art 56. — Die Kredit-Kasse ist verpflichtet, die Verwaltung der Sparkasse oder deren Delegierten von den Verhandlungsprotokollen des Verwaltungsrathes, sowie von den Büchern und Rechnungen Einsicht nehmen zu lassen, und die Prüfung des Kassenbestandes zu gestatten. Der Bürgermeister der Gemeinde, in welcher die Kredit-Kasse ihren Sitz hat, ist berufen, dieser Prüfung beizuwohnen.

Art 57. — Die Verhandlungen des Verwaltungsrathes der Kredit-Kasse, mit Ausnahme derjenigen, welche die Darlehnsgesuche zum Gegenstand haben, werden innerhalb 8 Tagen der Sparkasse in Abschrift eingesandt.

Art 58. — Die zum Kassendienste herangezogenen Beamten unterstehen den Anordnungen des Verwaltungsrathes in allen die Kredit-Kasse betreffenden Angelegenheiten. Dem Verwaltungsrathe stehen indessen keine Disciplinar-Befugnisse über diese Beamten zu.

Art 59. — Alle Personen, welche irgendwie an der Geschäftsthätigkeit der Kredit-kasse theilnehmen, sind verpflichtet, betreffs der über die Privat-Verhältnisse der Darlehnsnehmer erhaltenen Auskünfte, sowie betreffs Alles dessen, was bei Gelegenheit der Operationen, die sie vornehmen, zu ihrer Kenntniss gelangt, das Geheimniss zu wahren.

Art 60. — Auf den Bericht der Verwaltung der Sparkasse und nach Anhörung des Verwaltungsrathes der Kredit Kasse, sowie des Gemeinderathes entscheidet der zuständige General-Direktor über sämtliche Schwierigkeiten, zu welchen die Auslegung und Ausführung des gegenwärtigen Statuts Anlass geben können, dies unbeschadet der den Gerichten zustehenden Befugnisse.

Avis. — Association syndicale.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, l'association syndicale pour l'établissement de chemins d'exploitation aux lieux dits « Floetscherbach », « Elsterbüsch » etc. à Burden, dans la commune d'Ettelbruck, a été autorisée. — Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal d'Ettelbruck.

Luxembourg, le 21 décembre 1904.

**Le Ministre d'État, Président
du Gouvernement,
EYSCHEN.**

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage ist die Syndikatsgenossenschaft für Anlage von Feldwegen an den Orten genannt „Floetscherbach“, „Elsterbüsch“ u. s. w. zu Würden, Gemeinde Ettelbrück, ermächtigt worden. — Dieser Beschluß sowie ein Duplikat des Genossenschaftsstatutes sind auf der Regierung und dem Gemeindefretariate von Ettelbrück hinterlegt.

Luxemburg, den 21. Dezember 1904.

**Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
Eyschen.**

Avis. — Chemins de fer Guillaume-Luxembourg.

MM. les actionnaires sont informés qu'il sera payé, à partir du 5 janvier 1905, à valoir sur les produits de l'exercice 1904, un acompte de 10 fr. par action ancienne contre la remise de la première partie du coupon n° 76 des dites actions à Bruxelles, à la Banque de Paris et des Pays-Bas et à Luxembourg, à la Banque Internationale.

Luxembourg, le 6 décembre 1904.

Avis. — Service sanitaire.

Bekanntmachung. — Sanitätswesen.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons pendant la première quinzaine du mois de décembre 1904.

Verzeichnis der während der ersten Hälfte des Monats December 1904 in den verschiedenen Cantonen festgestellten ansteckenden Krankheiten.

N ^o d'ordre.	CANTONS.	LOCALITÉS.	Fièvre typhoïde	Diph-terie.	Coque-luche.	Scarla-tine.	Variole.	Affections puerpérales
1	Luxembourg.	Luxembourg-ville.	»	»	»	2	»	»
2		Limpertsberg.	»	»	»	4	»	»
		Hollerich.	»	»	1	2	»	1
		Bonnevoie.	1	»	»	5	»	»
		Itzig.	»	»	»	»	»	1
	Capellen.	Weimerskirch.	»	»	»	1	»	»
		Oetrange.	»	»	1	»	»	»
3		Mamer.	»	»	»	2	»	»
		Keispelt.	2	»	»	»	»	»
		Meispelt.	»	»	»	»	»	1
4	Esch s/l'Alz.	Bettembourg.	»	»	»	7	»	»
		Dudelange.	8	1	»	»	»	»
		Esch-sur-l'Alzette.	»	4	»	»	»	»
		Sanem.	»	»	»	5	»	»
		Differdange.	»	»	»	2	»	»
		Soleuvre.	»	»	»	1	»	»
		Kayl.	1	»	»	»	»	»
		Rumelange.	»	»	»	»	1	»
5	Mersch.	Heffingen.	»	1	»	»	»	»
		Moesdorf.	1	»	»	»	»	»
6	Clervaux.	Wilwerwiltz.	»	»	»	1	»	»
		Troisvierges.	»	»	»	14	»	1
		Basbellain.	»	2	»	»	»	»
		Asselborn.	»	1	»	»	»	»
	Diekirch.	Heinerscheid.	»	»	1	»	»	»
7		Ettelbruck.	1	»	»	»	»	»
		Dickirch.	»	1	»	1	»	»
	Redange.	Bettendorf.	»	»	»	1	»	»
8		Holtz.	1	»	»	»	»	»
9	Vianden.	Biwels.	»	»	1	»	»	»
10	Echternach.	Echternach.	1	1	»	»	»	»
11	Grevenmacher.	Bourglinster.	1	»	»	»	»	»
		Roodt.	»	1	»	»	»	»
		Wecker.	»	»	»	»	»	1
		Wasserbillig.	»	»	1	»	»	»
12	Remich.	Remich.	»	2	»	1	»	»
		Filsdorf.	»	»	»	5	»	1
		Canach.	»	»	»	»	1	»
		Lenningen.	»	»	»	»	1	»
		Totaux.	17	14	5	54	3	6

Luxembourg, le 20 décembre 1904.

Marktpreise. — 2. Hälfte des Monats Oktober 1904.

Bezeichnung der Lebensmittel u. dgl.	Maße oder Gewicht.	Mittelpreise der verkauften Lebensmittel auf den Märkten von								
		Luxem- burg.	Die- firch.	Wiltz.	Etel- brück.	Echternach.	Remich	Merfch.	Greven- macher.	Esch a. d. A.
Weizen	Hectoliter	15 50	18 50	17 00	"	"	14 50	"	"	"
Mischelfrucht . .	—	15 00	16 00	14 50	"	"	14 00	"	"	"
Roggen	—	13 50	14 50	13 50	"	"	"	"	"	"
Gerste	—	13 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Spelz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Heidekorn	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Hafer	—	9 00	9 00	8 50	"	"	9 00	"	"	"
Erbfen	—	15 25	"	"	"	"	20 00	"	"	"
Bohnen	—	14 25	"	"	"	"	"	"	"	"
Linfen	—	20 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Kartoffeln	—	5 00	3 50	3 75	"	"	6 00	"	"	5 00
Weizen-Mehl . . .	Kilogr.	0 45	0 40	0 40	"	0 36	0 34	"	0 40	0 50
Mischel-Mehl . . .	—	0 375	0 38	0 34	"	0 32	0 32	"	0 34	0 40
Roggen-Mehl . . .	—	0 40	0 36	0 30	"	"	"	"	"	"
Geschälte Gerste .	—	0 70	"	"	"	"	"	"	"	"
Butter	—	2 60	2 60	2 60	"	2 35	2 60	2 90	2 50	2 80
Eier	Duzend.	1 80	1 50	1 45	"	1 70	1 50	1 60	1 50	2 00
Heu	500 Kilo.	40 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Stroh	—	28 00	"	"	"	"	"	"	"	"
Buchenholz	Stere.	14 00	"	"	"	"	20 00	"	"	"
Eichenholz	—	8 00	"	"	"	"	16 00	"	"	"
Weichholz	—	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Ochsenfleisch . . .	Kilogr.	2 00	1 80	1 80	"	1 80	"	1 60	1 80	1 80
Ruh- od. Rindfleisch	—	1 70	1 80	1 80	"	1 60	1 70	1 50	1 80	1 70
Kalbtfleisch	—	1 80	1 80	1 90	"	1 80	1 90	1 60	2 00	2 10
Lammfleisch	—	1 70	1 80	1 90	"	2 00	2 00	1 50	2 00	1 70
Schweinefleisch . .	—	1 80	1 60	1 60	"	1 80	1 50	1 50	1 80	2 20
id. geräuchert . . .	—	2 00	"	"	"	"	"	"	"	"